

Direction départementale
des territoires et de la mer
des Côtes-d'Armor

Dossier n° PC 035 136 24 S0028

Date de dépôt : **01 octobre 2024**

Demandeur : **CH de la Roche aux Fées,**
représenté par **Mme Aurore**
GRIMAUD-LECADRE

Pour : le projet présenté consiste à
reconstruire l'établissement de
« La Roche aux Fées » à JANZE, composé
d'un EHPAD de 176 lits et d'un SMR de
40 lits et de 2 lits d'accueil pour les
familles soit 218 lits au total sur un
nouveau terrain situé au Nord
de l'établissement actuel, à
quelques encablures de l'EHPAD
existant, rue du Bois Rouge.
Les travaux se dérouleront en une
seule phase sur un terrain vierge.

Adresse terrain : **rue du bois rouge,**
à JANZÉ (35150)

ARRÊTÉ

**accordant un permis de construire
au nom de l'État**

**Le préfet de la région Bretagne,
préfet d'Ille-et-Vilaine,**

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 15 janvier 2014, dernière modification approuvée le 06 juillet 2022 et déclaration de projet approuvée le 29 janvier 2025 ;

Vu la demande de permis de construire présentée le 1^{er} octobre 2024 par CH de la Roche aux Fées, CH de la Roche aux Fées, représenté par Madame Aurore GRIMAUD-LECADRE demeurant 4 rue Armand Jouault, JANZÉ (35150) ;

Vu l'objet de la demande pour le projet présenté consistant à reconstruire l'établissement de « La Roche aux Fées » à JANZÉ, composé d'un EHPAD de 176 lits et d'un SMR de 40 lits et de 2 lits d'accueil pour les familles soit 218 lits au total sur un nouveau terrain situé au Nord de l'établissement actuel, à quelques encablures de

l'EHPAD existant, rue du Bois Rouge. Les travaux se dérouleront en une seule phase sur un terrain vierge situé rue du Bois Rouge, à JANZÉ (35150) pour une surface de plancher créée de 12 552 m² ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 et l'arrêté du 1^{er} août 2006 relatifs à l'accessibilité des établissements recevant du public ;

Vu la convention de délégation de gestion en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme en date du 14 novembre 2024 conclue entre le préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, le préfet des Côtes d'Armor et le directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor ;

Vu l'avis favorable de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 06 décembre 2024 ;

Vu les pièces complémentaires fournies en date du 27 février 2025 ;

Vu l'autorisation tacite de division du terrain en date du 28 février 2025 ;

Vu l'avis favorable du SDIS 35 en date du 25 mars 2025 ;

Vu l'avis favorable du maire en date du 1^{er} avril 2025 ;

Considérant que le projet est conforme au règlement de la zone UG du plan local d'urbanisme ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2 : prescriptions :

- l'intéressé se conformera aux prescriptions de la commission de sécurité annexées au présent arrêté.

- l'intéressé se conformera aux prescriptions de la commission d'accessibilité aux personnes handicapées annexées au présent arrêté.

Article 3 : le préfet d'Ille-et-Vilaine, le directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor et le maire de JANZÉ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A RENNES, le **15 AVR. 2025**

Pour le Préfet et par délégation

le Secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Larrey', is written over a horizontal line.

Pierre LARREY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du **15 AVR. 2025**

Pour le préfet, par délégation,
le Secrétaire général,


Pierre LARREY

**PROCÈS-VERBAL
COMMISSION D'ARRONDISSEMENT DE
FOUGÈRES/VITRE
POUR L'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES**

Séance du 26/11/2024

Établissement : CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FÉES

**Demandeur : Centre Hospitalier de la Roche aux Fées
représenté par Mme GRIMAUD-LECADRE Aurore**

Adresse : Rue du Bois Rougé – 35150 JANZÉ

N° du dossier : AT 035 136 24S 0010 déposée dans le cadre du PC 035 136 24 S 0028

Catégorie : 3°

Objet : Construction

TEXTES DE RÉFÉRENCE

Les textes réglementaires suivants, concernant l'accessibilité aux personnes handicapées, sont applicables au projet et ont servi de référence à l'étude du dossier :

- lois n° 2005-102 du 11 février 2005, n° 2015-988 du 05 août 2015
- décrets : n° 2006-555 du 17 mai 2006, n° 2007-1327 du 11 septembre 2007, n° 2014-1326 du 05 novembre 2014, n° 2017-431 du 28 mars 2017, n° 2021-872 du 30 juin 2021
- arrêtés : 22 mars 2007 modifié par arrêté du 03 décembre 2007, 09 mai 2007, 11 septembre 2007, 08 décembre 2014 modifié par l'arrêté du 28 avril 2017, 15 décembre 2014, 27 avril 2015, 29 décembre 2016, 19 avril 2017, 20 avril 2017, 27 février 2019

PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet concerne la construction d'un bâtiment élevé sur quatre niveaux, destiné à accueillir un EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) de 178 lits (dont 2 pour les familles en visite) et un service SMR (soins médicaux et de réadaptation) de 40 lits (dont 15 pour la médecine).

Il sera organisé de la façon suivante :

- au sous-sol : ensemble de la logistique (non accessible au public),
- au rez-de-chaussée : ensemble du SMR comprenant la maison de santé composée des services de la maison médicale de garde (MMG) et du centre bucco-dentaire (CBD) ainsi que l'unité Alzheimer (14 lits),
- aux niveaux R+1 et R+2 : 164 lits de l'EHPAD.

L'entrée/sortie principale pour les usagers s'effectuera Rue du Bois Rouge et sera accessible aux personnes à mobilité réduite.

Le cheminement extérieur répondra aux exigences de l'article 2 de l'arrêté du 20/04/2017 et sera équipé d'une signalisation adaptée et d'un éclairage conforme.

Le parking respectera les dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 20/04/2017, ainsi que de l'article L. 113-12 du Code de la Construction et de l'Habitation relatif au stationnement des véhicules électriques (selon le plan de masse et la notice d'accessibilité corrigés, déposés à la mairie de Janzé le 15/11/2024).

Toutes les portes desservant les locaux ouverts au public présenteront au moins un vantail de 90 cm de largeur avec ressaut de 2 cm de hauteur maximale et espaces de manœuvre de porte réglementaires. Les parties vitrées seront repérables, ouvertes comme fermées, à l'aide d'éléments visuels contrastés. Les circulations intérieures offriront une largeur de passage d'au moins 1,40 m selon les dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 20/04/2017.

Tous les dispositifs de commande seront positionnés à une hauteur comprise entre 90 cm et 1,30 m et à plus de 40 cm d'un angle rentrant.

Les revêtements de sols, murs et plafonds ne créeront pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes atteintes d'une déficience sensorielle.

Les différents niveaux seront desservis soit par des escaliers conformes à l'article 7-1 de l'arrêté sus-visé ou par quatre ascenseurs conformes à la norme NF EN 81-70

Tous les sanitaires adaptés aux personnes à mobilité réduite respecteront les dispositions de l'article 12 de l'arrêté du 20/04/2017.

Toutes les chambres seront adaptées aux personnes à mobilité réduite conformément à l'article 17 de l'arrêté du 20/04/2017.

Le projet prendra en compte la diversité du handicap, notamment en termes de guidage, repérage, atteinte et usage, signalétique ainsi que d'éclairage.

AVIS DE LA COMMISSION

La commission d'accessibilité émet un **AVIS FAVORABLE** au projet présenté.

A l'achèvement des travaux, le pétitionnaire est invité à créer gratuitement la fiche décrivant les conditions d'accessibilité de son établissement, sur le site collaboratif Accessible développé par les services de l'État, via le lien suivant : <https://accessible.beta.gouv.fr/>

Le Président de séance

Sébastien REY

Le décret n°2017-431 du 28 mars 2017 et l'arrêté du 19 avril 2017 instaurent l'obligation pour tout exploitant d'un ERP d'établir et de mettre à disposition un registre public d'accessibilité à partir du 22 octobre 2017.

- Décret n°2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.
- Arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité.

Ces textes peuvent être consultés et imprimés depuis le site « Légifrance ».



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

N/Référence : ALB/DL 20250443
Référence dossier : PC03513624S0028
(À rappeler dans toute correspondance
transmise à la Commission de Sécurité)
Téléphone : 02 99 87 97 52

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du **15 AVR. 2025**

Pour le préfet, par délégation,
le Secrétaire général,

Pierre LARREY

PROCES-VERBAL

DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE ERP-IGH

REUNION DU : **25 mars 2025**

Etablissement : **CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES
HOPITAL & EHPAD**
Adresse : **rue du Bois Rougé**
Commune : **JANZE**
Objet : **Permis de construire n° PC03513624S0028**
Détail : **Construction d'un ensemble hôpital/EHPAD**
Dérogation : **articles dérogés : U 5, J 25, U 26**
Avis de Commission : **articles concernés : J 37, CO 46**
Code référence ERP : **E136.00244**

Date de réception : 23 janvier 2025 ; pièces complémentaires le 27.02.2025

Maître d'ouvrage : Centre hospitalier de la Roche aux Fées

Maître d'œuvre : Adquatio Architectes - Paris

Organisme de contrôle : Bureau Veritas

La commission, en application des articles L. 122-3 et R. 122-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (C.C.H.), a procédé à l'étude du dossier cité en objet et référencé ci-dessus.

Les documents suivants ont été examinés lors de l'étude :

- Notice de sécurité - date(s) : 25.02.2025
- Plan masse - date(s) : 25.02.2025
- Plan situation - date(s) : 25.02.2025
- Plan de niveaux - date(s) : 25.02.2025
- Plan de façade - date(s) : 25.02.2025

- **Plan de coupe** - date(s) : 25.02.2025
- **Autres** : cahier des charges fonctionnelles du SSI : 25.02.2025.

D'autre part, en application des articles R. 143-13 du Code de la Construction et de l'Habitation (C.C.H.) et GN 4 de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, des dispositions particulières aux établissements sont soumises à l'avis de la commission de sécurité.

Les documents suivants ont été examinés lors de l'étude :

- **Notice de sécurité** - date(s) : 25.02.2025
- **Plan masse** - date(s) : 25.02.2025
- **Plan situation** - date(s) : 25.02.2025
- **Plan de niveaux** - date(s) : 25.02.2025
- **Plan de façade** - date(s) : 25.02.2025
- **Plan de coupe** - date(s) : 25.02.2025
- **Autres** : cahier des charges fonctionnel du SSI : 25.02.2025.

A] PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

La présente demande s'inscrit dans le cadre d'un projet de construction d'un ensemble en R+2-1 à usage sanitaire et médico-social, de présentation architecturale homogène.

Pour autant, les volumes type U et type J, réunis dans le même ensemble et placés sous une direction commune, seront isolés comme des tiers en communication, tel qu'autorisé par le règlement pour tenir compte des nécessités de fonctionnement. Ils seront dénommés établissements dans les développements ci-dessous.

Aussi, ce rapport propose en introduction les dispositions communes à l'ensemble puis deux parties propres à l'EHPAD et à l'hôpital.

Dispositions communes à l'ensemble :

L'ensemble offrira une surface de planchers développés de 13 679 m².

Il couvrira une surface au sol de 5 254 m² ; partie Nord : environ 60 m x 55 m et partie Sud : dimensions variables 70 m x 25 m et aile Sud-Ouest de 25 m x 30 m.

À l'issue des travaux, l'ensemble sera desservi par :

- La rue Pierre et Marie Curie au Sud.
- La rue du Bois Rougé à l'Ouest (accès principal de sécurité - façade accessible dotée de baies 0,90 m x 1,30 m pour une hauteur inférieure à 8 mètres).
- Une voie nouvelle à créer au Nord donnant accès à la façade Est en rez-de-jardin (cour de service et escalier à l'air libre) [accès supplémentaires de sécurité - Articles J 6 et U 7].

Groupe électrogène à 20 mètres de l'ensemble.

Organisation fonctionnelle :

Il sera organisé sur trois niveaux sur sous-sol semi-enterré (désigné rez-de-jardin par la suite), selon la configuration suivante (limite d'isolement type U et type J en trait rouge) :

EHPAD		R + 2
EHPAD		R + 1
HOPITAL	RDC	EHPAD RDC
LOGISTIQUE		RDJ

❖ Dispositions propres à l'EHPAD :

Zone médico-social (EHPAD) de 178 lits : répartition des locaux :

- Niveau toiture-terrasse : maisonnées à vocation technique (chauffage ECS par panneaux solaires en toiture).
- Niveaux R+1 et R+2 : EHPAD pouvant accueillir 164 résidents.
- Une unité protégée Alzheimer d'une capacité de 14 lits (rez-de-chaussée).
- Des locaux techniques (sous-station) et logistiques (cuisine centrale, buanderie, pharmacie) non accessibles au public (rez-de-jardin).

Isolement par rapport aux tiers :

- Tiers superposé et infraposé : hôpital, plancher coupe-feu de degré 2 heures et structure porteuse stable au feu 2 heures.
- Tiers contigus : établissement sanitaire, parois coupe-feu de degré 2 heures et trois portes d'intercommunication coupe-feu de degré 2 heures.
- Isolement des façades : toitures et lanterneaux fixes de l'hôpital pare-flammes de degré ½ heure sur 4 mètres.
- Isolement dièdre : façade pare-flammes de degré ½ heure sur 2 mètres.
- Tiers en vis-à-vis : habitations existantes, aire libre supérieure à 8 mètres.

La notice se rapportant à l'EHPAD rappelle les principes fondamentaux applicables aux activités de type J desquels découlent les dispositions constructives et techniques applicables :

- 1) Renforcement des conditions d'isolement.
- 2) Désenfumage des circulations.
- 3) Large emploi de la détection automatique d'incendie permettant une alarme précoce.
- 4) Sensibilisation et formation du personnel aux tâches de sécurité.
- 5) Évacuation verticale du public autonome.

Dispositions constructives :

Le bâtiment, plancher bas du niveau le plus élevé de hauteur inférieure à 8 mètres, sera construit avec une structure et des planchers en béton garantissant une stabilité au feu des structures et un coupe-feu 1 heure.

Les éléments de couverture seront [Broof – T3] conformes à la réglementation, et les revêtements extérieurs des façades seront de catégorie M3 minimum.

La règle du C+D s'appliquera avec des valeurs le rendant supérieur à 1,30 mètre ou 1 mètre selon le potentiel calorifique de la façade concernée, variable selon les zones du projet.

Distribution intérieure et compartimentage :

La distribution intérieure sera (sauf espaces communs d'animation en compartiment de moins de 600 m²) réalisée par un cloisonnement traditionnel. Chaque niveau sera recoupé en deux zones J10 par une cloison coupe-feu de degré 1 heure de façade à façade (deux zones de 41 lits chacune). Chaque zone J10 sera ensuite recoupée en zone J12 de capacité limitée : moins de 14 résidents sur moins de 600 m².

Détail : cinq zones J12 en zone Nord sur chacun des niveaux R +1 et R+2 ; quatre zones au rez-de-chaussée dont une en compartiments.

Des zones J12 intégrées à la ZF adjacente seront créées (moins de 100 m², moins de 3 500 W de puissance électrique) : salons de proximité, salon-salle à manger des familles et de l'unité protégée.

Les circulations sont recoupées tous les 25 à 30 mètres.

Locaux à risques :

Ces locaux sont listés dans la notice.

Tous les locaux à risques moyens sont isolés par des parois coupe-feu de degré 1 heure et des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure munis de ferme-portes.

Les locaux à risques importants (volume supérieur à 250 m³) sont exclusivement situés au niveau technique R-1.

Aménagements intérieurs :

Le projet s'appuie sur l'atténuation de réaction au feu des aménagements intérieurs dans les chambres (articles AM 2 à AM 14 non applicables dans les chambres).

La réaction au feu dans les locaux et circulations sera contrôlée : M4 au sol, M2 au mur, M1 au plafond.

En escaliers encloisonnés : M3 au sol, M1 au mur, M1 au plafond.

Dégagements :

Conformément à la réglementation, les circulations intérieures feront 2 Unités de Passage (UP). L'évacuation du public sera possible au moyen des six escaliers de 2 unités de passage, judicieusement répartis, dont quatre à l'air libre, judicieusement répartis, situés au Nord-Sud-Est-Ouest (façade ouverte à plus de 50%).

Les résidents seront évacués de la zone sinistrée par un transfert horizontal.

Désenfumage :

Toutes les circulations et le compartiment en zone animation seront désenfumés mécaniquement. Le désenfumage sera asservi à la détection incendie. L'ouverture du sas d'entrée sera considérée comme amenée d'air frais.

Les deux escaliers intérieurs (en plus des quatre à l'air libre) seront désenfumés (mode naturel non asservi, AF pour l'escalier A, et proximité de l'issue de secours de 2 unités de passage pour l'escalier B).

Atriums :

La section du petit atrium du hall d'entrée est d'au moins 5 m x 5 m, cloison périphérique coupe-feu de degré 1 heure, volume désenfumé (§ 4.1 de l'IT 263).

Les obligations en matière de C+D, façades classées M2, seront respectées.

Respect de la plus petite dimension - règle $\sqrt{7H}$ (H étant la hauteur entre le plancher bas du niveau le plus haut et le niveau bas de l'atrium) de dimension minimale sur les patios.

Dispositions techniques :

- Ascenseurs : monte-malades en gaines coupe-feu de degré 1 heure et portes pare-flammes de degré ½ heure équipées du non-stop asservi au SSI, commande à clé en cabine, dispositif de communication avec le personnel.
- L'installation électrique sera conforme à la norme NF C 15-100, et elle sera secourue par un groupe électrogène de secours.
- Monte-charge traversant les établissements en gaine coupe-feu de degré 2 heures et porte coupe-feu de degré 2 heures.
- L'établissement sera chauffé au moyen d'une sous-station connectée au réseau de chauffage de la commune. VMC double flux dans les locaux de vie.
- La ventilation sera basée sur un système indépendant de la partie hôpital, doté de clapets coupe-feu asservis au SSI.
- Rafraichissement obtenu par cassettes/unités plafonniers raccordées à un groupe froid extérieur.
- Il est prévu un stockage de huit bouteilles de gaz (usage : activités extérieures des résidents) dans une niche à l'extérieur du bâtiment. Parois coupe-feu 1 heure et paroi sur l'extérieur métallique ajourée.
- Aucune utilisation de gaz combustible réseau ou bouteille à l'intérieur des locaux.
- Fluides médicaux : pas de réseau fixe, matériel mobile décrit conforme aux articles J 32 et J 33.
- Une cuisine centrale, d'une puissance supérieure à 20 kW, sera installée au sous-sol du bâtiment. Elle sera isolée par des parois coupe-feu de degré 1 heure et des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure munis de ferme-portes. L'énergie sera électrique.

Moyens de secours :

- Éclairage d'évacuation par BAES (groupe électrogène).
- Extincteurs appropriés au risque à défendre.
- SSI de catégorie A et équipement d'alarme de type 1.

- Centrale SSI dans un volume technique protégé situé à l'accueil de l'établissement.
- Alerte par téléphone urbain.

Surveillance :

- Service de sécurité assuré par employés désignés et formés.
- Effectif minimum « nuit » : cinq personnes.

❖ Dispositions propres à l'hôpital :

Zone sanitaire (hôpital) : répartition des locaux :

Un pôle de soins post-opératoires de 40 lits (rez-de-chaussée).

Une maison de santé, centre bucco-dentaire et maison médicale de garde pour soins de jour inférieurs à 12 heures (rez-de-chaussée).

Isolement par rapport aux tiers :

- Tiers superposé et infraposé : EHPAD, plancher coupe-feu de degré 2 heures et structure porteuse stable au feu 2 heures.
- Tiers contigus : EHPAD, parois coupe-feu de degré 2 heures et trois portes d'intercommunication coupe-feu de degré 2 heures.
- Isolement dièdre : façade pare-flammes de degré ½ heure sur 2 mètres.
- Tiers en vis-à-vis : habitations existantes, aire libre supérieure à 8 mètres.

La notice rappelle les principes fondamentaux applicables aux activités de type U desquels découlent les dispositions constructives et techniques applicables :

- 1) Renforcement du cloisonnement intérieur.
- 2) Exigences accrues en ce qui concerne les aménagements intérieurs au plan de la réaction au feu.
- 3) Désenfumage des circulations.
- 4) Large emploi de la détection automatique d'incendie permettant une alarme précoce.
- 5) Formation du personnel aux tâches de sécurité.
- 6) Organisation du service de sécurité incendie.

Dispositions constructives :

- Le bâtiment sera construit avec une structure et des planchers en béton garantissant une stabilité au feu des structures et un coupe-feu d'1 heure [requis par U 9 aggravation de CO 12].
- Les éléments de couverture seront [Broof - T3] conformes à la réglementation, et les revêtements extérieurs des façades seront de catégorie M3 minimum.
- La règle du C+D s'appliquera avec des valeurs le rendant supérieur à 1,30 mètre ou 1 mètre selon le potentiel calorifique de la façade concernée, variable selon les zones du projet.
- La valeur du C+D au niveau des planchers d'isolement avec le tiers aura une valeur à 1,30 mètre.

Distribution intérieure et compartimentage :

La distribution intérieure sera réalisée par un cloisonnement traditionnel, murs coupe-feu de degré 1 heure, et des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure munis de ferme-portes.

Le SMR sera recoupé en deux zones protégées U10, par une cloison coupe-feu de degré 1 heure de façade à façade (deux zones de 20 lits chacune).

Les circulations sont recoupées tous les 25 à 30 mètres.

Locaux à risques :

Ces locaux sont listés dans la notice, classés selon l'article U 13 en fonction de leur volume.

Tous les locaux à risques moyens sont isolés par des parois coupe-feu de degré 1 heure et des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure munis de ferme-portes.

Pas de locaux à risques importants.

Aménagements intérieurs :

La réaction au feu dans les circulations sera aggravée selon l'article U 23 : M4 au sol, M1 au mur, M0 au plafond.

Dégagements :

Conformément à la réglementation, les circulations intérieures feront 2 unités de passage. L'évacuation du public dans le SMR sera possible au moyen de 4 issues totalisant 6 unités de passage.

La maison de santé sera dotée de 2 issues totalisant 4 unités de passage.

Les portes des chambres auront une largeur de 1,10 mètre.

Les résidents seront évacués de la zone sinistrée par un transfert horizontal.

Désenfumage :

Toutes les circulations sont désenfumées mécaniquement. Le désenfumage sera asservi à la détection incendie.

L'entrée par le SMR sera considérée comme une amenée d'air frais.

Circulations de la maison de santé désenfumées mécaniquement.

Atriums :

Respect de la plus petite dimension - règle $\sqrt{7H}$ (H étant la hauteur entre le plancher bas du niveau le plus haut et le niveau bas de l'atrium) sur les deux patios Nord et Est.

Les obligations en matière de C+D, façades classées M2 seront respectées.

Dispositions techniques :

- Ascenseurs (monte-charge) équipés du non-stop asservi au SSI; commande à clé en cabine, dispositif de communication avec le personnel.
- Monte-charge traversant les établissements en gaine coupe-feu 2 heures et porte coupe-feu 2 heures.
- L'établissement sera chauffé au moyen d'une sous-station connectée au réseau de chauffage de la commune. Il est à noter la présence d'une VMC double flux dans les locaux de vie et la maison de santé.
- La ventilation sera basée sur un système indépendant de la partie EHPAD, doté de clapets coupe-feu asservis au SSI.
- Rafraîchissement obtenu par cassettes/unités plafonniers raccordées à un groupe froid extérieur.

- Fluides médicaux : réseau fixe, emplacement spécifique et clos des réserves de gaz à l'extérieur près du groupe électrogène conforme à l'article U 52, vannes de sectionnement identifiées en entrée de bâtiment et dans les locaux de soins, conformes à l'article U 59.

Structure du SSI

Le SSI de catégorie A sera unique sur l'ensemble de l'établissement, une zone d'alarme pour l'EHPAD et une zone d'alarme pour l'hôpital.

Le matériel central en VTP à l'accueil de l'EHPAD, sera constitué :

- d'un SDI connecté à des détecteurs [indicateurs d'action pour les chambres] dans tous les locaux, sauf sanitaires et escaliers, et des DM aux issues de secours et escaliers ;
- d'un CMSI gérant la diffusion d'une AGS et des DAS asservis selon J 37 et U 44 : déverrouillage des portes, fermeture de portes et clapets en limite de zones, non arrêt des ascenseurs, désenfumage mécanique des circulations, arrêt des CTA desservant la ZF.

TGS alimenté par le groupe électrogène.

- Tableaux de report d'exploitation :

Un au sous-sol (Bureau responsable cuisine)

Deux au rez-de-chaussée en partie hôpital (Bureau IDE-SMR et secrétariat maison de santé)

Deux au niveau 1 (salles transmission Nord et Sud).

Deux au niveau 2 (salles transmission Nord et Sud).

Le dossier contient, selon l'article MS 55, le découpage de l'établissement en zones de détections (ZDA/ZDM), ainsi que les zones de mise en sécurité (ZA/ZC/ZF).

Surveillance :

- En période diurne : personnel de l'accueil.
- En période nocturne : personnel général par les tableaux de report d'exploitation.

B] Historique des Etablissements

Rubrique sans objet : établissements à construire.

C] DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE

La plus grande surface non recoupée par des murs coupe-feu de degré 2 heures étant inférieure à 1000 m², les besoins en eau requis sont de 60 m³/h pendant 2 heures, soit un total de 120 m³.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par l'installation existante de :

- Un poteau n° 0018 situé à moins de 200 mètres du risque à défendre (source SDIS 35 - PREVISDIS).
- Un second poteau d'incendie sera installé dans la voie de livraison de l'établissement en façade Est (accès supplémentaires de sécurité).

La défense en eau contre l'incendie est assurée par les installations existantes et prévues.

D) CONSTATS

Un monte-charge traverse les établissements tiers en gaine coupe-feu 2 heures et porte coupe-feu 2 heures : la prescription 25.04 ci-dessous permet d'éviter une propagation des fumées par la gaine en cas de détection incendie.

E) ANALYSE DE RISQUE

Rubrique sans objet pour la présente étude.

F) RÉFÉRENCES

Les textes suivants, concernant LA SECURITE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE, sont applicables au projet et ont servi de référence à l'étude du dossier :

- C.C.H. : Articles R. 143-1 à R. 143-47 – Articles R. 184-4 et R. 184-5.
- Arrêté modifié du 25 juin 1980, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).
- Arrêté modifié du 19 novembre 2001, portant approbation des dispositions particulières du type J (structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées).
- Arrêté modifié du 10 décembre 2004, portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (établissements de soins-type U).

G) CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Classement Ehpad :

Désignation du ou des bâtiment(s) et/ou des locaux accessibles au public	Type	Surface	Effectifs					Total ligne
			Mode de Calcul	Public	Personnel	Pour les types U ou J		
						Résidents	Visiteurs	
2 ^{ème} étage	J	4 unités de 20/21 lits	Art. J2	110	22	82	28	132
1 ^{er} étage	J	4 unités de 20/21 lits	Art. J2	110	22	82	28	132
RDC (unité protégée Alzheimer)	J	14 lits	Art. J2	19	12	14	5	31
RDC (PASA)	J	—	Art. J2	0	4	0	0	4
RDC (Salle d'animation)	L	166 m²	1p/m²	166	8	—	166	244
RDJ (Locaux de travail)	Code du travail	—	Décl.MOA	0	52	—	—	52
					120	178	227	525
Total								525

Type :	J
Catégorie :	3 ^{ème}
Avec sommeil :	Oui
Effectif public :	405 dont hébergement : 178
Effectif personnel :	120
Effectif total :	525

Classement Hôpital :

Désignation du ou des bâtiment(s) et/ou des locaux accessibles au public	Type	Capacité	Effectifs					Total ligne
			Mode de Calcul	Public	Personnel	Pour les types U ou J		
						Résidents	Visiteurs	
RDC (SMR)	U	40 lits	Art. U2	60	14	40	20	74
RDC (CBD et MMG)	U	—	Art. U2	14	10	-	-	24
Total								98

Type :	U
Catégorie :	4 ^{ème}
Avec sommeil :	Oui
Effectif public :	74 dont hébergement : 40
Effectif personnel :	24
Effectif total :	98

HJ ANALYSE ET PROPOSITION D'AVIS SUITE AUX DEMANDES D'AVIS DE COMMISSION ET DE DÉROGATION

Dérogation n°1 :

Objet de la demande et articles dérogués : J 25, U 26

- Gaines de désenfumage communes aux deux établissements tiers superposés U et J.

Motivation de la demande :

- Limitation de l'emprise des installations dans la surface des planchers.

Mesure compensatoire proposée :

- Les gaines de désenfumage sont portées à un degré coupe-feu 2 heures, pour l'ensemble conduits et volets de désenfumage.

Considérant que :

- Les deux établissements relèvent d'une direction unique, et que le traitement de la gaine préserve le fonctionnement d'un établissement en cas de sinistre dans l'autre,

La commission de sécurité émet un **AVIS FAVORABLE** à l'octroi de la dérogation n°1.

Dérogation n°2 :

Objet de la demande et articles dérogés : J 37, CO 46

- Existence de trois points de communication dotés de portes coupe-feu 2 heures à fermeture automatique entre les deux tiers U et J, pour un seul autorisé - article U 5 §2.

Motivation de la demande :

- Nécessités de liaisons fonctionnelles entre les deux établissements U et J.

Mesure compensatoire proposée :

- Direction unique sur l'ensemble du centre hospitalier.
- Effectif minimum [nuit] : cinq personnes sur l'EHPAD et trois personnes sur l'hôpital.

Considérant que :

- Les deux établissements relèvent d'une direction unique, et que la présence de ces trois points de communication dotés de système de fermeture automatique coupe-feu de degré 2 heures est de nature à resituer l'isolement,

La commission de sécurité émet un **AVIS FAVORABLE** à l'octroi de la dérogation n°2.

Demandes d'avis :

Objet des demandes et articles concernés :

Positionnement des DM rouges et verts de la zone accueillant les personnes désorientées (unité protégée) dans le local « Relais soins salle d'équipe » - article J 37 §3 -

- Verrouillage des portes suivantes - article CO 46 - :
 - 3) Accès zone SMR, plateau technique kiné, accès maison de santé (portes d'intercommunication entre les deux ERP).
 - 4) Portes de recoupement accès zone PASA, administration, unité protégée, issue de secours escalier extérieur Sud unité protégée.

Motivation de la demande :

- Filtrage des sorties et surveillance des résidents.

Mesure compensatoire proposée :

- Formation du personnel sur la localisation de ces dispositifs.

Considérant que :

- Le verrouillage de ces portes est nécessaire pour assurer la sûreté des résidents et du personnel,

La commission de sécurité émet un **AVIS FAVORABLE** aux demandes telles que présentées.

I] Avis

La commission de sécurité émet un **AVIS FAVORABLE** au dossier référencé **PC03513624S0028**.

Toutefois, la commission de sécurité retient les **prescriptions suivantes** :

Etablissement EHPAD :

25.01 Recouper la circulation (accès livraisons) du rez-de-jardin par une porte en va-et-vient pare-flamme de degré ½ heure (Article CO 24).

25.02 Mettre en garde tout le personnel de l'établissement contre les dangers que présente un incendie, l'informer des consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation du public (Article J 39).

25.03 Programmer le CMSI de façon à obtenir le non arrêt du monte-charge commun dans cet établissement en cas de détection incendie ou sollicitation d'un DM (Article J 37).

25.04 Doter le local « Relais soins salle d'équipe » au RDC-zone Sud d'un tableau répéteur d'alarme et s'assurer du caractère « adressable » de tous ces dispositifs (Article J 37).

Etablissement HOPITAL :

25.05 Annexer au registre de sécurité le schéma d'organisation de la sécurité en cas d'incendie (Article U 41).

25.06 Assurer la surveillance de l'établissement par trois employés au minimum, spécialement désignés, ayant reçu une formation adaptée (Article U 43).

25.07 Mettre en garde tout le personnel de l'établissement contre les dangers que présente un incendie, l'entraîner à la manœuvre des moyens d'extinction, l'informer des consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et assurer l'évacuation du public (Article U 47).

J] DOCUMENTS A FOURNIR POUR LA VISITE

Document n° 1 : Visite de réception de travaux ou avant ouverture au public.

Les pièces à fournir au secrétariat de la commission de sécurité avant la visite de réception sont cochées dans le document joint.

Le Président de séance,



Aurélie MERLAND

Visite de réception de travaux ou Visite de réception avant ouverture au public (1er groupe : 1^{ère} à 4^{ème} catégorie)	DOCUMENT N° 1
---	----------------------

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES – Hopital et EHPAD

RAPPEL

En application de l'article R. 143-38 du C.C.H. (et de l'article GE 3 du règlement de sécurité pour une ouverture au public), il est procédé à une **visite de réception de travaux ou à une visite de réception avant ouverture au public**. La demande en est faite au maire par l'exploitant.

La saisine de la commission de sécurité par le maire doit être effectuée au minimum un mois avant la date d'ouverture prévue. Article 43 du décret du 08/03/1995 modifié.

DOCUMENTS A FOURNIR AVANT LA VISITE DE RECEPTION

Documents concernant la solidité de l'ouvrage à fournir pour la programmation de visite

- 1) Une attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur.
- 2) Une attestation du bureau de contrôle précisant que la mission de solidité (mission L) a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions du rapport de contrôle attestant de la solidité de l'ouvrage

Les documents précités doivent figurer au dossier de demande de visite de réception, faute de quoi cette visite ne pourra être programmée.

Articles 46 et 48 du décret du 08/03/1995 modifié

Documents à fournir avant la visite

Trois jours au plus tard, avant toute visite de réception

les pièces suivantes administratives et relatives à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique doivent être fournies au secrétariat de la Commission, faute de quoi cette visite ne pourra avoir lieu.

Articles 47 et 48 du décret du 08/03/1995 modifié

☒ cochée = à fournir

- ☒ Arrêté de permis de construire
- ☐ Autorisation de travaux
- ☐ Déclaration préalable délivrée par le maire
- ☒ Les Rapports de Vérifications Réglementaires après Travaux établis par un organisme agréé (RVRAT)
 - ☒ Dispositions constructives
 - ☒ Aménagements intérieurs
 - ☒ Portes automatiques motorisées – accompagné du contrat d'entretien

- ☒ Désenfumage
- ☒ Installations de chauffage - ventilation
- ☒ Installation de génie climatique
- ☒ Installations de réfrigération – conditionnement d'air - VMC .
- ☐ Installations de gaz – accompagné de l'attestation conformité visé par O.A.
- ☒ Installations électriques – éclairage normal et de sécurité
- ☒ Installations d'ascenseur
- ☒ Installations de monte-charge
- ☒ Installations de monte malade
- ☐ Installations d'escalier mécanique
- ☐ Installations de trottoirs roulants
- ☒ Appareils de cuisson et installations de cuisine
- ☐ Robinets incendie armés
- ☐ Colonnes sèches
- ☐ Colonnes en charges
- ☐ Installation fixe d'extinction automatique à eau
- ☐ Extincteurs
- ☒ Système de sécurité incendie accompagné :
 - du procès-verbal de réception
 - du dossier d'identité
 - des plans de zonage
 - du contrat annuel d'entretien
- ☒ Système détection incendie automatique
- ☐ Equipement d'alarme
- ☒ Système d'alerte
- ☐ Communications radioélectriques
- ☐ Déversoir ponctuel
- ☐ Grand secours
- ☐ Rideaux d'eau
- ☐ Autres :

- ☒ Installations de fluides médicaux
- ☐ Installations de traitement et désinfection piscines
- ☐ En outre :

- ☒ Le registre de sécurité (article R. 143-44 du C.C.H.)